



**REPUBLIQUE DU CONGO**  
**Unité\* Travail\* Progrès**



**Allocution de Monsieur Bruno Jean Richard ITOUA,  
Ministre de l'Enseignement Supérieur du Congo,  
Président de la Commission Nationale pour l'UNESCO,  
à la 39<sup>ème</sup> session de la Conférence Générale de l'UNESCO**

**Madame la Présidente de la 39<sup>ème</sup> session de la Conférence Générale,  
Monsieur le Président du Conseil Exécutif,  
Madame la Directrice Générale de l'UNESCO,  
Excellence Messieurs les Premiers Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de délégation,  
Distingués délégués,  
Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais, au nom de la délégation de mon pays le Congo et en mon nom propre, exprimer à vous-même, Madame la Présidente, ainsi qu'à tous les membres du bureau de la 39<sup>ème</sup> conférence générale, mes très chaleureuses félicitations pour votre élection. Je forme le vœu que sous votre direction avisée, les travaux de cette 39<sup>ème</sup> session renforcent davantage le rôle de l'UNESCO, en vue d'un monde empreint de plus de paix et de compréhension entre les nations, de plus de progrès pour les peuples.

Permettez-moi de saluer l'action oh combien riche de Madame **Irina BOKOVA**, Directrice Générale de l'UNESCO, au moment où prend fin sa mission à la tête de l'UNESCO. Elle a su, grâce à une énergie puisée dans la foi aux idéaux de l'UNESCO, non seulement renforcer le positionnement de notre Organisation au sein des Nations-Unies par rapport à son mandat, mais bien plus, faire entendre la voix de celle-ci dans tous les grands débats de notre temps et faire endosser par la Communauté internationale les grandes causes défendues ici à l'UNESCO.

**Madame la Présidente ;**  
**Mesdames, messieurs ;**

Les informations enregistrées ces dernières semaines au cours des travaux du Conseil Exécutif, et qui ont été abondamment reprises par les médias, ont plongé dans la tristesse tous les pays qui, comme le mien, militent ardemment pour le développement de la coopération multilatérale et l'efficacité des organismes qui, comme l'UNESCO concourent à son renforcement. Priver l'UNESCO depuis 2011 d'une partie substantielle de son budget était déjà un acte fort regrettable, la quitter comme cela a été annoncé est une démarche dommageable vis-à-vis de l'UNESCO, et surtout vis-à-vis de la coopération multilatérale parce qu'une telle démarche remet en cause les efforts engagés ces dernières années pour renforcer la coopération internationale en vue de la mise en œuvre des ODD pour l'agenda 2030. C'est pourquoi, le Congo par ma voix déplore profondément la décision prise par deux Etats membres de l'UNESCO de quitter l'Organisation.

**Madame la Présidente ;**  
**Mesdames, messieurs ;**

Le gouvernement du Congo a entrepris ces dix dernières années des transformations économiques et sociales qui constituent une base sûre du développement national. D'importants moyens budgétaires puisés sur fonds propres ont permis au gouvernement d'assurer la transformation du pays. En plus d'une base infrastructurelle économique moderne, jamais réalisée auparavant, le Congo dispose

aujourd'hui, des structures scolaires et universitaires appropriées à la population scolarisable, d'un réseau d'infrastructures culturelles et sportives de facture internationale, des atouts de communication et d'information modernes couvrant l'ensemble du pays.

Dans le secteur éducatif par exemple, le Congo est en train de se doter d'un complexe universitaire à Brazzaville, à vocation panafricaine, appelé à être un fleuron en matière de formation dans les filières scientifiques et technologiques en Afrique, à la fois par sa capacité (environ 30.000 étudiants) et par la modernité et la qualité des formations proposées.

Mais nos besoins en personnels de formation demeurent élevés et la qualité de notre système d'éducation constitue notre première préoccupation. Les défis sont importants notamment en matière de financement comme l'a révélé la stratégie sectorielle de l'éducation du Congo 2015-2025. C'est pourquoi, non seulement nous adhérons aux actions prévues par l'UNESCO dans le cadre de l'ODD4, mais nous demandons que soit mis en place un cadre structuré, solide, de suivi-évaluation de cet objectif. Un tel cadre pourrait être structuré à trois niveaux : national, sous-régional et régional.

**Madame la Présidente ;**  
**Mesdames, messieurs ;**

Incontestablement nous désirons et nous appelons de tous nos vœux une UNESCO de plus en plus efficace, dans l'exécution de ses programmes et dans la mise en œuvre des orientations de ses instances de décision. Nous saluons les réformes qui ont été opérées

en matière de décentralisation par le déploiement des bureaux hors siège. Nous approuvons les recommandations visant un meilleur encadrement budgétaire et une mobilisation optimale des ressources extrabudgétaires. Toutes ces réformes sont engagées, nous le savons, avec pour finalité de rechercher une meilleure visibilité et une efficacité encore plus grande de l'UNESCO.

Dans cette optique et tout en appréciant les résultats soulignés dans les rapports des Instituts de catégorie I de l'UNESCO, véritables bras armés de notre Organisation dans l'exécution des programmes, ma délégation recommande que ces Instituts s'engagent à renforcer la visibilité et l'impact de leurs actions dans les politiques nationales. Ainsi par exemple pourrait être systématisées des missions d'expertise dans les sous régions, auprès des Institutions locales spécialisées des Etats membres.

Le BIE, l'UIL et l'IPE devraient, par exemple orienter davantage leurs actions vers un appui renforcé des missions des Institutions locales, en matière d'élaboration de politique éducative, de réforme des curricula, de stratégies d'apprentissage tout au long de la vie, de gestion des systèmes éducatifs, de formation en planification et administration.

L'ITIE, devrait, grâce à des coopérations ciblées sur des programmes de renforcement des capacités en matière de TIC et de TICE, échanger avec les Instituts spécialisés nationaux ou régionaux, par le biais des missions d'experts sur la base de plans d'action bien déterminés. C'est ici l'occasion de remercier l'UNESCO pour le projet

CFIT, mis en œuvre grâce aux fonds en dépôt de la République Populaire de Chine, qui a permis dans mon pays:

- d'équiper 6 salles multimédia,
- de former 75 inspecteurs et conseillers pédagogiques des 12 départements de notre pays,
- de former également 500 enseignants ;
- et aussi de mettre en place une plateforme de e-learning et de ressources pour la formation continue des formateurs.

Dans le cadre de la deuxième phase, le projet se propose former 2000 enseignants aux TIC.

Dans la même veine, grâce à des échanges de missions établis de manière plus soutenue et plus systématique, nos Instituts, nos écoles d'ingénieurs et nos centres de recherche scientifique devraient bénéficier de l'expertise du Centre international Abdus Salam de physique théorique (ICTP) de Trieste en Italie afin de réaliser plus sûrement le renforcement des capacités et des connaissances en physique théorique et appliquée, en mathématiques pures et appliquées, dans des domaines interdisciplinaires comme le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe, les énergies renouvelables, les problématiques liées à l'océanographie et à la biologie.

**Madame la Présidente ;**

**Mesdames, messieurs ;**

- Face à la persistance des menaces sur la paix, à la montée des violences suivies des destructions des biens culturels,
- face aux besoins éducatifs et de formation toujours plus pressants chez les jeunes garçons et surtout les jeunes filles des pays comme le nôtre ;
- face aux inégalités en matière de maîtrise de la science, de la technologie et d'accès aux technologies de l'information et de la communication ;
- face aux enjeux cruciaux de liberté d'expression et de libre accès aux savoirs,

la place de l'UNESCO dans la coopération internationale n'a jamais été aussi précieuse. En témoignent, s'il en était besoin :

- i) les interventions des équipes de l'UNESCO au cours de ces dernières années sur les théâtres des conflits pour sauver les sites des richesses culturelles historiques en péril, en Afrique et au Moyen-Orient,
- ii) l'engagement manifesté par les dirigeants du monde lors du sommet des Nations Unies du 20 septembre dernier, engagement consistant à s'attaquer à la crise mondiale de l'éducation qui affecte des millions d'enfants et menace le progrès et la stabilité.

Il faut plus que jamais se convaincre que le monde a besoin, que nos Etats ont besoin d'une Organisation des Nations Unies pour la Science,

la Culture et l'Information, efficace, disposant de ressources stables et idoines pour exécuter des programmes pertinents et réalistes. Aux côtés des autres Etats membres qui contribuent à la vie de notre Organisation, le Congo continuera à assurer ses engagements en apportant sa petite pierre à l'édifice, nonobstant le contexte économique et financier difficile actuel.

Je ne saurais terminer mon propos sans féliciter Madame AZOULAY, directrice générale de l'UNESCO élue par le Conseil Exécutif et lui présenter nos souhaits de parfait succès et lui garantir toute notre disponibilité à travailler ensemble au succès de notre institution commune.

**Madame la Présidente de la 39<sup>ème</sup> Conférence Générale ;**

**Monsieur le Président du Conseil Exécutif ;**

**Madame la Directrice Générale ;**

**Excellence Messieurs les Premiers Ministres ;**

**Mesdames et Messieurs les Ministres et Chefs de délégation ;**

**Distingués délégués ;**

**Mesdames, messieurs ;**

**Je vous remercie pour votre aimable attention.**